

M. Paproski: Il devrait être mieux avisé.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Il devrait savoir que, même en étant honnête, lorsqu'on occupe le poste de ministre des Finances, l'on doit faire face à ses responsabilités, en particulier l'on doit savoir—car c'est un fait notoire—que depuis une trentaine d'années les fonctionnaires donnent à leur ministre de mauvais conseils en se fondant sur une théorie qui n'est pas démontrée par des preuves quantitatives. Nous nous rendons compte depuis une quinzaine d'années, et surtout depuis les cinq dernières, que ces théories sont fausses.

En matière financière, le gouvernement est imperméable aux idées nouvelles et rejette les conseils qui ne sont pas orthodoxes. Je ne suis pas le seul à proposer cette motion de budgétisation axée sur la capacité de production. Le Conseil économique du Canada, qui a été créé pour donner d'autres conseils au gouvernement de même que les experts du ministère des Finances, ont maintes et maintes fois demandé au gouvernement d'utiliser cette forme de budgétisation. Ce n'est pas une panacée universelle, mais un remède partiel.

Nous nous trouvons dans une situation classique depuis quatre ans avec un chômage, une inflation et des déficits budgétaires accrus. Le ministre aurait pu prendre des mesures pour équilibrer son budget, pour aider les gens à obtenir des emplois et relancer les affaires, mais ses collaborateurs l'ont forcé, quelque honnête et populaire qu'il soit, à se mettre à genoux, exactement comme ses prédécesseurs. Il s'est présenté à la Chambre avec un budget timoré qui se refusait à être progressiste.

Comme il vient de Shawinigan, Québec, où les gens ont du bon sens et ne s'en laissent pas compter, j'avais espéré qu'il aurait défendu ces propositions en disant: «Je suis le ministre des Finances, je l'exige. Communiquez-moi les détails et faites en sorte que tout aille bien».

J'ignore si le premier ministre (M. Trudeau) lui a donné son appui. Quoiqu'il en soit, ce pauvre ministre des Finances a dû se présenter à la Chambre pendant deux ou trois semaines après avoir soumis son budget pour essayer vainement de persuader la Chambre qu'il ne cherchait pas à livrer une lutte politique à la province de Québec. C'est la tragédie dont nous avons été témoins.

Quelqu'un de très bien a été obligé de se soumettre à la volonté de fonctionnaires, au lieu d'équilibrer le budget et d'opter pour une meilleure solution, soit la budgétisation axée sur les possibilités de production, et en second lieu, de se défendre contre ses détracteurs qui prétendaient qu'il ne ferait rien pour relancer l'économie et qu'il allait trouver des prétextes de discorde avec la province de Québec, dans l'espoir de créer des dissensions entre le Québec et le reste du Canada, pour ensuite se dire le seul capable de sortir du guêpier où nous avait menés le premier ministre.

C'est vraiment tragique de voir un homme sympathique devenir la victime des agissements non seulement des hauts fonctionnaires mais du premier ministre dont l'unique raison d'être ici semble être de veiller à ce que les diverses régions du pays soient à couteaux tirés. Au lieu de se consacrer à aider l'économie et à créer de l'emploi, le premier ministre choisit justement ce moment pour entamer une controverse en science politique avec un ancien collègue et copain, le premier ministre du Québec. En fait, ils redeviendront les copains qu'ils ont

Impôt sur le revenu—Loi

toujours été, quand ils auront fini de se prendre aux cheveux simplement pour tenir les manchettes.

Le Québec fait partie du Canada. Le Québec veut faire partie du Canada. La stagflation frappe plus durement le Québec que la plupart des autres régions du Canada. Les Québécois donneraient n'importe quoi si le gouvernement d'Ottawa réussissait à régler les problèmes de l'agriculture et de l'industrie du Québec et favorisait les grandes perspectives d'expansion qui existent au Québec.

Cette province possède les plus grandes ressources naturelles du Canada. Les Québécois sont travailleurs et ont de grandes ressources et de magnifiques débouchés et tout ce qu'ils obtiennent de leurs hommes politiques, c'est une querelle et un échange d'insultes qui ne mènent à peu près à rien.

● (1602)

Prétendre que notre pays est désuni parce que les Québécois parlent une autre langue que nous ne vaut pas deux sous. Les Québécois croient comme nous que nous vivons dans un bon pays et ils voudraient le rendre meilleur encore. Mais le ministre n'a pas profité du budget pour utiliser les dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu qui lui auraient permis de remettre le pays sur la bonne voie.

M. Hugh A. Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je ferais peut-être bien de commencer par commenter les propos du député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton). Il a terminé son discours en nous laissant l'impression que M. Lévesque était un nouveau père de la Confédération. C'est à croire que le premier ministre du Québec est devenu le héros légendaire de l'opposition conservatrice.

M. Paproski: C'est ce que vous voudriez que les gens croient.

M. Anderson: Ce budget fera époque dans l'histoire, car c'est la première fois que le gouvernement fédéral établit un budget avec la collaboration des provinces et qu'ils décident ensemble des meilleurs moyens à prendre pour stimuler notre économie. C'est une chose qu'on semble passer sous silence pour des raisons politiques, mais comme je le disais tout à l'heure, les historiens considéreront que le budget a ouvert une nouvelle ère dans les relations fédérales-provinciales, comme ce fut le cas au début de l'année, lorsque les gouvernements fédéral et provinciaux se sont assis à la même table, non pas dans un esprit de confrontation, mais sans parti pris, en ayant conscience qu'ils engageaient le pays dans une nouvelle voie qui allait être bénéfique à tous les Canadiens.

On peut en fait parler de tournant historique lorsque les hommes politiques arrivent à oublier leur image politique et qu'ils font passer le bien de leurs électeurs avant leur intérêt personnel; lorsqu'ils peuvent faire des discours non pas pour gagner la faveur des électeurs pour leur parti ou pour eux-mêmes, mais pour essayer d'améliorer la situation économique des citoyens. A ce titre, la conférence qui a eu lieu en février constitue un tournant dans l'histoire du Canada, tout comme le budget du 10 avril. Ce budget prouve, contrairement à ce que prétendent M. Lévesque, M. Parizeau et d'autres, que la confédération peut marcher si nous avons des chefs qui font passer le bien de leurs électeurs avant leur carrière politique.